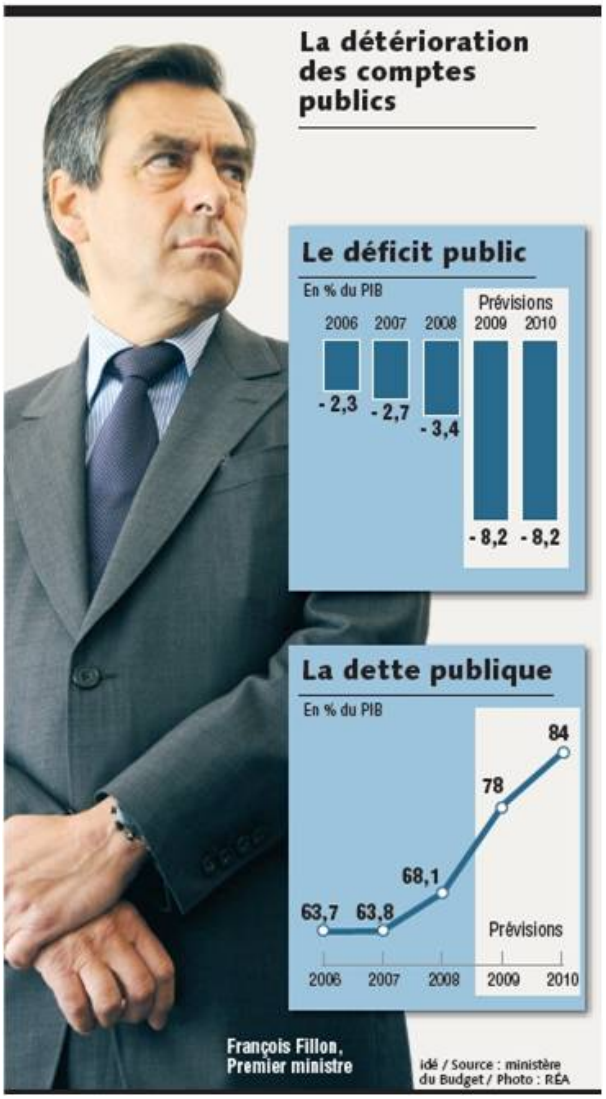
La dette de la France à 1.457 milliards d’euros au 3ème trimestre

31/12/2009 à 6h17

La dette publique de la France a augmenté de 29,4 milliards d’euros au troisième trimestre 2009 pour atteindre 1.457,4 milliards, soit environ 75,8% du PIB, selon les données publiées mercredi par l’Insee.



Ce pourcentage représente une hausse de 1,9 point par rapport à la fin du deuxième trimestre quand la dette au sens de Maastricht s’élevait à 1.428,0 milliards d’euros ou 74% du PIB (73,9% en première estimation).

Sous l’effet de la hausse de l’endettement, la dette de l’Etat a augmenté de 23,4 milliards d’euros au troisième trimestre pour s’élever à 1.158,8 milliards, précise l’Insee dans un

communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens du traité de Maastricht prend en compte celle des administrations de sécurité sociale (47,6 milliards), des administrations publiques locales (141,6 milliards) et des organismes divers d'administrations centrales (Odac, 109,4 milliards).

La dette des administrations de sécurité sociale a augmenté de 5,9 milliards d'euros et celle des administrations publiques de 0,5 milliard, "un mouvement comparable à ceux observés lors des troisièmes trimestres des années précédentes", précise l'Insee.

Dans la loi de finances 2010, le gouvernement prévoit que la dette publique passera de 67,4% du PIB en 2008 à 77,1% en 2009, 84,0% en 2010, 88% en 2011, 90% en 2012 et 91% en 2013.

Le seul déficit public [annuel], lui, devrait représenter 116 milliards d'euros en 2009 ou 8,2% du PIB.

Le traité de Maastricht, mis en veilleuse par la crise, plafonne le déficit public à 3% du PIB et la dette à 60%.

La Commission européenne a donné à la France jusqu'à 2013 pour ramener son déficit sous les 3% mais Paris ne juge cet objectif réalisable que si la croissance revient à un niveau de 2,5% ou 3% à partir de 2011, bien au-dessus de la prévision de +0,75% retenue pour 2010.

Dans son communiqué, l'Insee souligne que le profil de la dette trimestrielle demeure révisable pendant plusieurs trimestres et que sa seule observation ne permet pas de présager celle du déficit public.

Reuters